

**AP N° 2025-E-105-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT ENREGISTREMENT POUR L'EXPLOITATION  
D'UN ENTREPÔT COUVERT PAR LA SOCIÉTÉ SCI MAPLE  
sur le territoire de la commune de LA VEUVE  
en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;  
**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;  
**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en particulier ses annexes II et VIII applicables aux installations exploitées ;  
**VU** la demande formulée par le pétitionnaire dans son dossier, sur le bénéfice d'antériorité pour les cellules existantes anciennement soumises à la rubrique 2663, et concernant des dispositions constructives  
**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2000, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2663 ;  
**VU** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie en vigueur ;  
**VU** le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;  
**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA VEUVE ;  
**VU** la demande présentée en date du 9 octobre 2023 et complétée le 16 juin 2024 par la société SCI MAPLE, dont le siège social est situé 53 Avenue Victor Hugo - 75 116 PARIS, pour l'enregistrement d'un entrepôt de stockage de matières combustibles (rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de LA VEUVE ;  
**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet, les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés, ainsi qu'une demande d'aménagement de prescriptions vis-à-vis de 2 dispositions de l'arrêté ministériel susvisé, et une demande de bénéfice d'antériorité partielle sur la rubrique 2663 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-CP-192-IC du 7 octobre 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;  
**VU** l'absence d'observation du public recueillie du 18 novembre au 17 décembre 2024 inclus ;  
**VU** l'avis favorable du conseil municipal de LA VEUVE consulté sur la demande d'enregistrement, en date du 2 janvier 2025 ;  
**VU** la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, adressée au propriétaire et au Maire de la commune de LA VEUVE ; en l'absence d'avis rendu dans un délai de 45 jours suivant la saisine, ces avis sont réputés favorables ;  
**VU** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours de la Marne du 22 avril 2024 ;  
**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 mars 2025 ;

**VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Marne après consultation par voie dématérialisée réalisée du 24 au 28 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'aménagements des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 exprimée par le pétitionnaire, concernant les points 1.6.4 (sur les eaux pluviales) et 13 (sur les moyens de lutte contre l'incendie) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du Titre II du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de bénéfice d'antériorité formulée par l'exploitant au titre de la rubrique 2663 ne concerne que des dispositions constructives sur un bâtiment existant ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ou artisanal ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet, eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT**, en particulier, l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT**, par ailleurs, que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT**, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT**, néanmoins, que quelques dispositions complémentaires et spécifiques au site nécessitent d'être prises pour assurer la défense extérieure contre l'incendie et permettre des bonnes conditions d'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie.

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE :**

### **Titre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1 : Bénéficiaire, localisation, durée, péremption**

Les installations de la société SCI MAPLE (SIRET : 38 964 075 600 075) représentée par son directeur général Jean-Edouard MAZERY, et dont le siège social est situé 53 Avenue Victor Hugo - 75116 PARIS, faisant l'objet de la demande susvisée du 9 octobre 2023 et complétée le 16 juin 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de LA VEUVE, Avenue des Crayères. Elles sont détaillées au tableau de l'article I.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

## **Article 2 : Nature et localisation des installations**

L'installation est divisée en une partie déjà existante correspondant aux cellules 1 et 2, et projetées correspondant aux cellules 3 et 4. Un plan d'ensemble est présent en annexe du présent arrêté.

### **2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Nature des activités	Rubrique	Régime	Volume de l'activité
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> .	1510.2b	E	Stockage des matières combustibles en mélange :  Volume de l'entrepôt :  Cellule 1 : 32 709,3 m <sup>3</sup> Cellule 2 : 32 709,3 m <sup>3</sup> Cellule 3 : 49 700,0 m <sup>3</sup> Cellule 4 : 18 289,1 m <sup>3</sup>  Volume total : 143 199 m <sup>3</sup>

E : Enregistrement

### **2.2. Situation de l'établissement**

Les installations enregistrées sont situées sur les parcelles cadastrales suivantes :

Commune	Parcelles
LA VEUVE	Section ZE : 398 – 404 – 409

Les installations mentionnées à l'article I.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 3 : Conformité au dossier de demande d'enregistrement**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements contenus dans le dossier joint à la demande d'enregistrement et ses compléments déposés par le demandeur.

## **Article 4 : Mise à l'arrêt définitif**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel ou artisanal.

## **Article 5 : Prescriptions générales applicables**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous, ou leur équivalent applicable postérieurement au présent arrêté :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées .

Pour les cellules 1 et 2, déjà existantes et anciennement soumises à la rubrique 2663, celles-ci bénéficient d'une antériorité au titre de la rubrique 2663. Les dispositions suivantes de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ne s'appliquent pas à ces cellules :

- **Point 4 - Dispositions constructives** : (étude de ruine sur les cellules existantes, classe de résistance au feu des isolants sur les cellules existantes)
- **Point 5 - Désenfumage** : (stabilité au feu des écrans de cantonnement, dimensionnement des amenées d'air frais)
- **Point 5-1 - Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie** : (Local TGBT non désenfumé)

Les cellules 1 et 2 doivent également respecter les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la rubrique n°2663.

## **Titre II : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RENFORÇANT OU MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **Article 6 : Aménagement du point 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017**

En lieu et place des dispositions du point 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

*« Les eaux pluviales de voiries et de toitures ne disposant pas de réseaux spécifiques sont mélangées, collectées et dirigées vers le bassin étanche de confinement des eaux d'extinction incendie. Ces eaux sont ensuite pompées et orientées vers un bassin tampon étanche, puis traitées par le séparateur hydrocarbure avant rejet dans le domaine public » .*

### **Article 7 : Aménagement du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017**

Les dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 indiquent notamment que :

*« L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ».*

Ces dispositions sont modifiées comme suit :

*« L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 230 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ».*

## **Titre III : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 8 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 9 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° - par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

### **Article 10 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de LA VEUVE, Le Directeur départemental des territoires de la Marne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, à la Direction départementale des territoires de la Marne - service urbanisme, au Service interministériel de défense et de protection civiles de la Marne, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'au Maire de la commune de LA VEUVE.

Le Maire de LA VEUVE procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, le Maire de LA VEUVE dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le

12 MAI 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Raymond YEDDOU

## ANNEXE 1 : Plan masse des installations

